

SIESC - ACTUEL

Edition française

N° 58 juillet 2016

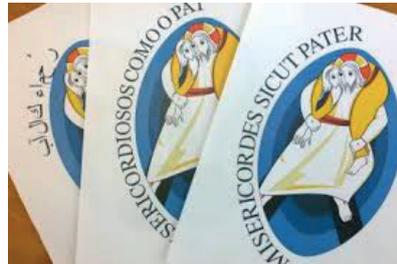
ÉDITORIAL

Avec miséricorde

Dans une situation difficile et urgente, répondre par une aide immédiate, c'est pour le chrétien répondre au commandement de l'amour du prochain, c'est pour tout homme répondre à la demande éthique de solidarité de tous les êtres humains. Quand on perçoit le besoin de l'autre, on compatit, ému par sa détresse. L'émotion ne suffit pas, on décide de l'aider et on agit. C'est là le processus total de la miséricorde.

Notre action ne doit pas être condescendante : si je peux donner ce que l'autre n'a pas, c'est que je l'ai moi-même reçu non seulement pour moi mais aussi pour ceux qui ne l'ont pas. Le partage disproportionné des richesses, des compétences, des positions de pouvoir peut nous inciter à assumer comme responsabilité personnelle le fait de changer le monde en mieux. Il sera utile de ne pas oublier des considérations à long terme : une action généreuse mais irréfléchie peut être source de tensions et de conflits.

Tous ne se réfèrent pas à la même échelle de valeurs. L'enseignant qui accueille en classe de jeunes réfugiés se trouve devant de jeunes traumatisés dont l'attitude devant le travail et le comportement sont totalement inaccoutumés, car ils ont été socialisés de manière très



différente. Désireux de favoriser leur intégration, il clarifiera les règles valides pour tous. Simultanément il permettra aux jeunes du pays d'apprendre et de pratiquer la tolérance et l'humanité. La complexité et la diversité de nos pays européens sont telles que tous ne comprennent pas de la même manière les valeurs européennes fondamentales.

Entre chrétiens, il est aussi des divergences. Faire de l'oecuménisme la base de la relation entre chrétiens, c'est reconnaître chez les autres une fidélité à Jésus-Christ et se mettre en chemin vers la communion. Il faut admettre aussi que les communautés ecclésiales existantes ont le droit d'exister et de répondre aux besoins spirituels de leurs fidèles, la réconciliation est à rechercher avec des formes de coexistence mutuellement acceptables. Travailler à rétablir une unité visible, c'est toujours mettre en oeuvre la prière de Jésus «pour que le monde croie».

Agnès ROSE

SOMMAIRE

EDITORIAL

Avec miséricorde 1

LA VIE INTERNATIONALE

Le problème des réfugiés 2

Sur le chemin oecuménique 3

Europeinfos 4

LA VIE DES ASSOCIATIONS MEMBRES

Autriche VCL 5

France CdEP 5

Italie UCIIM 6

Slovénie DKPS 6

Chez nos invités

Espagne 7

Suède 8

SIESC, Fédération Européenne d'Enseignements Chrétiens

Editeur : SIESC, association loi 1901, siège social : 10, rue de l'Isle, F-10000 Troyes, représentant légal : Wolfgang RANK, parmi les principaux associés : Christine ANTOINE, Annelore HECKER, Agnès ROSE.

Directeur de la publication : Wolfgang RANK

Responsable de la rédaction : Agnès ROSE

Imprimeur : Association diocésaine de Troyes, 10, rue de l'Isle, F-10000 Troyes

Parution : juillet 2016 - **dépôt légal :** juillet 2016

ISSN 1779-8558

Prix du numéro : 4,50 EUR

Mit Barmherzigkeit

In einer schwierigen und dringlichen Lage mit unmittelbarer Hilfe zu antworten, das heißt für den Christen/die Christin, auf das Gebot der Nächstenliebe zu antworten, das heißt für jeden Menschen, auf die ethische Forderung der Solidarität mit allen Menschen zu antworten. Wenn man die Not des anderen erkennt, fühlt man Mitleid, bewegt durch seine Bedrängnis. Die Gefühl genügt nicht, man entscheidet zu helfen und man handelt. Das ist der ganze Vorgang der Barmherzigkeit.

Unser Handeln darf nicht herablassend sein: Wenn ich das gebe, was der andere nicht hat, dann habe ich das nicht nur für mich selbst bekommen, sondern auch für die, die es nicht haben. Die unverhältnismäßige Verteilung der Reichtümer, der Kompetenzen, der Machtpositionen kann uns antreiben, die Tat, die Welt zum Besseren zu verändern, als persönliche Verantwortung zu übernehmen. Es wird nützlich sein, langfristige Überlegungen nicht zu vergessen: Eine großzügige, aber unüberlegte Tat kann die Quelle von Spannungen und Konflikten sein.

Nicht alle beziehen sich auf dieselbe Wertskala. Der/Die Lehrer/in findet sich bei der Aufnahme von jungen Flüchtlingen in eine Klasse vor traumatisierten Jugendlichen, deren Einstellung zur Arbeit und deren Benehmen ganz ungewohnt sind, weil sie in sehr unterschiedlicher Weise sozialisiert worden sind. Im Verlangen, ihre Integration zu begünstigen, wird er/sie die für alle gültigen Regeln klar machen. Zugleich wird er/sie den Jugendlichen des Landes ermöglichen, Toleranz und Menschlichkeit zu lernen und auszuüben. Die Komplexität und die Unterschiedlichkeit unserer europäischen Länder sind der Art, dass nicht alle die grundlegenden europäischen Werte in derselben Art und Weise verstehen.

Zwischen Christen gibt es auch Unterschiede. Aus der ökumenischen Bewegung die Grundlage der Beziehung zwischen Christen zu machen, heißt bei den anderen eine Treue zu Jesus Christus anzuerkennen und sich auf den Weg zur Einheit zu machen. Man muss zugestehen, dass die bestehenden kirchlichen Gemeinschaften das Recht haben, zu bestehen und auf die spirituellen Bedürfnisse ihrer Gläubigen zu antworten, die Versöhnung muss mit Formen der gegenseitig annehmbaren Koexistenz gesucht werden. Dafür zu arbeiten, eine sichtbare Einheit wieder herzustellen, heißt immer das Gebet Jesu ins Werk zu setzen, „damit die Welt glaubt“.

Agnès ROSE

With mercy

Answering by immediate help in a difficult and urgent situation, that means for a Christian answering to the commandment of love to one's neighbour, that means for every human being answering to the ethical demand of solidarity with all human beings. When you notice the need of the other one, you feel compassion, moved by his/her distress. Emotion is not enough, you decide to help and you act. That is the total process of mercy.

Our acting must not be condescending: If I can give what the other hasn't got, that means that I haven't received it only for my-

self, but also for those who haven't got it. The disproportionate distribution of riches, competences, positions of power can incite us to take the deed of changing the world to the better upon ourselves as a personal responsibility. It will be useful not to forget long-term considerations: A generous action without reflection can be the source of tensions and conflicts.

Not everybody refers to the same scale of values. The teacher hosting young refugees in a class finds him/herself in front of traumatized youngsters whose attitude towards work and whose behaviour are totally unaccustomed, because they have been socialized in a very different way. Wishing to favour their integration, he/she will make clear the rules which are valid for all. Simultaneously he/she will allow the youngsters of the country to learn and to practise tolerance and humanity. The complexity and the diversity of our European countries are of such a kind that not all understand the fundamental European values in the same way.

Between Christians there are also divergences. Making ecumenism the basis of the relations between Christians means recognizing in the others faithfulness to Jesus Christ and starting on a road to communion. One must also admit that the other ecclesiastical communities have the right to exist and to answer to the spiritual needs of their faithful, reconciliation must be sought in forms of coexistence that are mutually acceptable. Working to re-establish a visible unity always means realizing Jesus' prayer "that the world may believe".

Agnès ROSE

VIE INTERNATIONALE

Le problème des réfugiés

Le Conseil des Laïcs Catholiques d'Autriche (KLRÖ), l'organisme de coordination de la plupart des organisations de laïcs catholiques en Autriche, a publié cette prise de position, ébauchée en majeure partie par moi comme Président honoraire du KLRÖ, à la fin de 2015.

Je pense qu'elle peut être toujours considérée comme une position équilibrée à l'égard de cette question complexe, qui concerne particulièrement l'Autriche en ces années.

Wolfgang Rank, président du SIESC

Le KLRÖ est très reconnaissant et apprécie pleinement l'aide morale, personnelle et matérielle multiple apportée par des individus et des organisations de la société civile dans la situation difficile et urgente des mois derniers. Selon le KLRÖ la contribution substantielle des diocèses, des paroisses et des organisations catholiques méritent une appréciation appropriée.

Le KLRÖ prie ses membres de collaborer à cette aide et de ne pas faiblir. Cette aide immédiate répond au commandement chrétien de l'amour du prochain (caritas) et à la demande éthique de solidarité de tous les êtres humains.

Le KLRÖ apprécie la promesse du gouvernement fédéral de prévoir pour cette année et dans le budget de 2016 les moyens nécessaires pour la prise en charge de base de tous les réfugiés restant en Autriche.

Malgré cette situation urgente, on ne doit pas oublier des considérations à long terme et des scénarios extrêmes incluant un nombre de migrants très élevé et restant longtemps.

– L'offre actuelle de l'aide ne doit pas être présentée et propagée, par idéalisme ou par calcul, comme une invitation à venir pour beaucoup plus de réfugiés. On ne doit pas promouvoir ainsi le désir d'immigrer en Autriche. La proposition qui part d'une bonne intention selon laquelle la migration est ou peut être un enrichissement, oublie parfois qu'une migration mal contrôlée peut toujours provoquer aussi des conflits dans la société à cause des tensions culturelles et religieuses.

– L'asile devrait être donné seulement pour une durée limitée. Le soutien financier est déjà donné en principe pour une durée limitée. Et l'hébergement aussi devrait être prévu pour une durée limitée.

– Lors de l'hébergement des réfugiés, il faut tenir compte de la sécurité, des inquiétudes et des peurs de la population locale (par ex. au regard du nombre) et offrir des informations appropriées. Autrement, l'opinion de la population pourrait être retournée.

– Parmi les dispositions actuelles d'accueil des réfugiés dans des hébergements religieux (par ex. dans des presbytères), on ne doit pas négliger la demande d'espace pour offrir régulièrement des activités pastorales.

– Des personnes dont le statut d'asile a été reconnu ou qui sont habilitées au soutien financier ont accès au marché du travail et il faut les intégrer au plus vite. Pour les demandeurs d'asile dont la demande est en cours, ce sont les Länder et les communes qui doivent utiliser davantage la possibilité d'offrir des travaux d'utilité publique.

– Tous devraient être conscients que, pour tous ceux qui le veulent et ont le droit de rester en Autriche, il faut créer les conditions préalables importantes pour leur intégration (par ex. des cours d'allemand, une scolarisation, des possibilités de formation professionnelle, d'hébergement, de travail, etc.).

– Il faut vite mettre fin au non-respect actuel des réglementations d'un Etat de droit (pas d'empêchement d'immigration illégale, pas d'enregistrement des réfugiés selon le droit de l'UE, etc.).

– Il faut toujours rechercher la distinction difficile entre, d'un côté, des personnes habilitées au droit d'asile ou au soutien financier, et de l'autre les migrants qui se pressent vers l'Europe à cause de la situation économique ou d'autres raisons, et cela

dans le traitement pratique de leur situation et dans sa présentation verbale. Seuls ceux qui sont personnellement menacés, sont des réfugiés pouvant recevoir une protection selon la convention en vigueur sur les réfugiés ; la guerre dans le pays n'est pas en elle-même une condition préalable suffisante pour donner le droit d'asile. Il sera nécessaire aussi d'adapter aux données actuelles la Convention sur les réfugiés de 1951.

– Au niveau de l'UE, il faut travailler de manière intensive à une politique commune au sujet des réfugiés. Pour cela il faut aussi obtenir une contribution des Etats membres qui ne sont pas la destination souhaitée par les demandeurs d'asile et les migrants économiques. Dans le sens d'une politique solidaire concernant les réfugiés, il faut mettre en œuvre des quotas tenant compte de la situation des pays pour obtenir un juste équilibre des charges publiques.

– Le soutien financier de l'hébergement des réfugiés dans leurs propres pays et dans les pays voisins des pays en crise est prioritaire et doit être étendu à l'échelle mondiale.

– Dans le cas particulier de la Syrie, une conférence de la paix avec une participation équilibrée serait l'objectif souhaitable.

Dans la longue montée du chemin œcuménique

Versant protestant

Le 31 octobre 1517, le moine Martin Luther affichait ses 95 thèses sur la porte de la chapelle des Augustins de Wittenberg, une démarche ordinaire d'un universitaire ouvrant un débat public. Mais ce fut le déclenchement du mouvement qui allait, à partir de plusieurs villes, aboutir aux éclatements successifs de la communauté chrétienne et de l'Europe avec la Réforme protestante.

En 2017, ce sera donc le 500^e anniversaire. La situation a été profondément modifiée par un siècle d'apports du mouvement œcuménique engagé d'abord entre protestants. Très longtemps, chaque Eglise n'a pensé qu'au retour ou à l'entrée des autres chrétiens dans sa propre Eglise ; chez les catholiques on appelle cela l'unionisme.

Après des années de découvertes réciproques anticipatrices, le Conseil Œcuménique des Eglises à Amsterdam en 1948, puis le Concile de Vatican II en 1964, ont fait de l'œcuménisme la base de la relation entre les chrétiens : reconnaître chez les autres une fidélité à Jésus-Christ et contribuer à rétablir une unité visible, dans une mise en œuvre de la prière de Jésus (Jn 17,21) : « Qu'ils soient un comme toi, Père, et moi sommes un ... pour que le monde croie que tu m'as envoyé ».

La « Déclaration commune sur la doctrine de la justification », signée à Augsbourg en 1999 par les représentants de l'Eglise

catholique et de la Fédération luthérienne mondiale, permet de réévaluer ensemble l'origine des ruptures et de lever ensemble des obstacles à l'unité. La très officielle Commission internationale de dialogue entre l'Eglise catholique et la Fédération luthérienne mondiale a publié pour le 500^e anniversaire le document intitulé «Du conflit à la communion». Certes on n'en est pas à la communion, mais en chemin vers la communion avec encore beaucoup de pas à faire ensemble ; les papes depuis Jean XXIII y ont tous travaillé et l'avenir est ouvert.

Il y a du chemin qui est fait, il en reste à faire.

Versant orthodoxe

Tant attendue, une rencontre a pu se réaliser le 12 février 2016 entre le pape de Rome, François, et le patriarche de Moscou, Kyrill, la première depuis la rupture de 1054 ; elle fut très fraternelle. Elle s'est déroulée dans un lieu inattendu, un salon d'aéroport international à l'occasion d'un voyage vers ceux qui sont loin de chez soi, dans ce qu'on a longtemps appelé «le nouveau monde» et à Cuba, un pays qui sort d'un régime communiste ; tous ces détails sont très significatifs.

Je n'en retiens ici qu'un élément qui nous concerne tout particulièrement au SIESC en cette année où nous serons reçus par nos collègues de l'AGRU, l'Association des Gréco-catholiques Roumains Unis (à Rome). On sait quelles tensions marquent encore les relations entre gréco-catholiques et orthodoxes.

Dans leur déclaration commune, le pape François et le patriarche Kyrill ont dit leur espérance que «leur rencontre contribue aussi à la réconciliation là où des tensions existent entre gréco-catholiques et orthodoxes [...] Les communautés ecclésiales qui sont apparues en des circonstances historiques ont le droit d'exister et d'entreprendre tout ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins spirituels de leurs fidèles, recherchant la paix avec leurs voisins. Orthodoxes et gréco-catholiques ont besoin de se réconcilier et de trouver des formes de coexistence mutuellement acceptables.»

A Lesbos, lors de sa visite aux réfugiés, le pape François était accompagné cette fois du patriarche de Constantinople et de l'archevêque d'Athènes, primat de l'Eglise orthodoxe autocéphale de Grèce.

Sur le versant orthodoxe aussi, il y a du chemin qui est fait, mais il en reste à faire notamment pour le Concile panorthodoxe de juin 2016.

Le 13 juin 2016, le synode de l'Eglise orthodoxe russe a décidé de soutenir la demande, pour des raisons différentes, des Eglises de Bulgarie, de Serbie et d'Antioche de reporter à plus tard la tenue du Grand Concile Panorthodoxe prévu du 19 au 26 juin en Crète. Pour mieux comprendre, il faudrait une assez longue analyse de la situation de l'Orthodoxie dans le monde et des rapports entre les patriarcats de Constantinople et de Moscou.

Le 19 juin, fête de la Pentecôte dans le calendrier orthodoxe, le Concile s'est ouvert avec 10 Eglises autocéphales sur 14 et 200 évêques, sans les Russes, les Bulgares, les Serbes et Antioche.

Comme initialement prévu, l'ordre du jour est très limité ; un des points importants porte sur la nombreuse diaspora orthodoxe avec des éparchies (diocèses) qui sont rattachées à leurs Eglises d'origine. La question de l'œcuménisme reste un sujet conflictuel dans certaines Eglises. Le chemin de l'unité des chrétiens est partout un très long chemin.

(voir, en français : www.orthodoxie.com.)

La prière de Jésus, «pour que le monde croie», est toujours décisive.

Yves CALAIS

Europelinfos

Les internautes peuvent se reporter avec intérêt à *EuropelInfos* «mensuel de la Commission des Conférences épiscopales de l'UE et du Jesuit European Office», publié en trois langues (allemand, anglais, français) et dont la diffusion électronique est gratuite.

Les articles pas trop longs proposent une information objective et des analyses sérieuses sur des sujets variés. L'objectif de la rédaction est d'ouvrir à la diversité et à la complexité de nos pays européens pour stimuler la réflexion et le débat.

Toutefois février 2016 a été marqué par des divergences ; la conférence des évêques de Pologne a demandé et exigé le retrait d'un article par lequel ils se sentaient offensés. En effet leur compréhension des valeurs européennes fondamentales et de leur signification pour la politique intérieure des divers Etats membres diffère profondément de l'opinion développée par l'auteur à partir de faits non contestables.

Agnès ROSE

*Pour tout renseignement, s'adresser à EuropelInfos
e-mail : europelinfos@comece.eu*

LA VIE DES ASSOCIATIONS MEMBRES

AUTRICHE - VCL

Accueil de réfugiés dans les écoles

Presque inattendues par le public (et aussi par les politiques ?), il y a dans les écoles des activités multiples dont je voudrais ici reconnaître la valeur. Je le fais d'une part comme présidente de la VCL, d'autre part comme directrice d'un lycée supérieur en Basse Autriche qui, avec 3 directeurs des écoles professionnelles supérieures situées à Mistelbach, a installé et accompagne une des 30 (!) classes de transition autorisées en décembre 2015 pour toute l'Autriche à destination de jeunes réfugiés de 14 ans et plus:

Depuis l'automne, des enseignants apprennent l'allemand à des petits groupes de réfugiés dans leurs heures libres, parce qu'il est vraiment impossible dans les classes d'enseigner à fond notre langue à des enfants ou des jeunes en plus d'un enseignement de toute façon exigeant.

Ainsi le temps libre des après-midis et des soirs est aussi « sacrifié » pour donner des cours non rémunérés d'allemand à des demandeurs d'asile et pour collaborer dans des organisations d'aide aux réfugiés, afin que les nouveaux venus trouvent tant bien que mal leurs chemins chez nous et que nos concitoyens s'habituent à eux/elles.

Ainsi on cherche sur internet et on fouille dans des livres pendant des heures les exercices qui conviennent le mieux aux participants. La liste des liens est seule fournie par le ministère, ce n'est pas encore du matériel pédagogique!

Ainsi du matériel d'enseignement comme des dossiers et des copies est fourni par l'école gratuitement, même s'il est en partie payé à titre privé.

Ainsi des enseignants en plus de leurs cours se chargent de leçons payées dans des classes sus-dites de transition et apprennent par expérience personnelle combien demande de temps et de travail la préparation de l'enseignement d'élèves de plusieurs niveaux très différents de performance.

Ainsi on révise son anglais personnel et on est dépendant des jeunes ayant des connaissances de l'anglais pour traduire en arabe les explications de l'enseignant.

Ainsi on recherche comment transmettre l'allemand comme langue étrangère – car il n'y a guère de pédagogues en Autriche qui ont une formation spéciale à ce propos.

Ainsi l'éducation aux valeurs est prise en compte dès le début et elle est transmise par conviction parce que les enseignants veulent contribuer à l'intégration. Ils s'adaptent à une attitude différente envers le travail et à un comportement totalement inaccoutumé dans la classe en clarifiant les règles valides tout le temps pour tous.

Ainsi il y a des réunions régulières des équipes et des rencontres des enseignants et des chefs d'établissement avec les responsables chargés des réfugiés pour pouvoir apporter une réponse juste à de jeunes traumatisés qui ont été socialisés de manière très différente dans leurs écoles. Les collègues doivent y réagir dans leur enseignement, en étant particulièrement attentifs à ce que les réfugiés s'habituent aux usages autrichiens (ponctualité, travail à la maison etc.).

Ainsi le trajet pour l'école et dans des excursions ainsi que des projets sont organisés avec les classes ordinaires pour que la classe des réfugiés ne soit pas un corps étranger dans l'école.

Ainsi ce n'est pas en dernier lieu qu'on fait attention à ce que les écoliers autrichiens apprennent et pratiquent la tolérance et l'humanité.

La liste des activités pourrait encore être continuée. Jusqu'à maintenant je n'ai guère entendu de louange pour l'engagement en général volontaire, ni de la ministre responsable de l'éducation, ni des médias.

Isabella ZINS

FRANCE - CdEP

COP 21, le regard du CCFD-Terre Solidaire. *

Fin décembre 2015 la France a accueilli la 21ème conférence sur le changement climatique dite « COP 21 ». L'ambition affichée de cette conférence était la signature d'un accord universel et contraignant de lutte contre les changements climatiques qui entrera en vigueur en 2020. Avec de nombreuses autres organisations de la société civile, le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé à l'occasion de cet événement.

En effet, pour le CCFD-Terre Solidaire, il s'agit d'un défi mondial : inventer un nouveau modèle de développement, respectueux de la dignité humaine et de l'environnement. Dans cette perspective, l'articulation de la lutte contre les causes structurelles de la pauvreté et de la lutte contre les changements climatiques est la garantie d'un développement solidaire et soutenable.

Le samedi 12 décembre 2015, 196 Etats se sont mis d'accord sur un texte qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à tenter de limiter le réchauffement climatique à moins de 2 °C. Cet Accord de Paris marque une prise de conscience globale des dérèglements climatiques et de leurs impacts, que plus aucun Etat ne nie aujourd'hui.

Les négociations ont tenté de concilier des intérêts aussi antagonistes que ceux des puissants pays riches principaux responsables des émissions de gaz à effets de serre, des pays émergents qui ne cessent d'accroître leurs émissions, des pays dont toute la richesse est basée sur la production d'énergies fossiles et de pays

pauvres qui aspirent à se développer et ont besoin d'énergie. Si l'on peut se réjouir d'un succès diplomatique, le contenu de l'Accord laisse à désirer quant à l'ambition affichée.

Le CCFD-Terre Solidaire qui s'est impliqué dans la défense des droits humains et de la sécurité alimentaire déplore en particulier plusieurs faiblesses.

La référence aux droits humains a été reléguée dans le Préambule de l'Accord, et n'est donc pas intégrée à sa partie contraignante.

Le concept de sécurité alimentaire a été troqué contre celui de la « production alimentaire ». Cela signifie que l'accès, la qualité et la durabilité de l'alimentation ne sont pas pris en compte « alors que l'on sait que l'on n'a pas besoin de produire plus pour nourrir la planète, mais de produire mieux ! » explique Anne-Laure Sablé, chargée au CCFD-Terre Solidaire du plaidoyer pour la souveraineté alimentaire.

Transformer les promesses de l'Accord de Paris en actes et faire pression pour répondre à ses faiblesses dans les mois et les années qui viennent est indispensable. En novembre 2016, la COP 22 qui se tiendra au Maroc, traitera de l'agriculture, une question qui a jusque-là été soigneusement écartée de toutes les négociations : cette nouvelle échéance constituera un enjeu majeur pour poursuivre la mobilisation.

Evelyne COUTEUX

Déléguée de CdEP à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire.

* Ensemble de 28 mouvements et services d'Eglise, dont CdEP, formant le « Comité catholique contre la faim et pour le développement » aujourd'hui appelé CCFD-Terre solidaire. (cf SIESC-Actuel n°52 de juillet 2013).

ITALIE - UCIIM

Une alliance éducative pour combattre le harcèlement

Les données ISTAT sur le harcèlement en Italie sont alarmantes. Un peu plus de 50% des jeunes entre 11 et 17 ans souffrent des outrages et des violences d'autres jeunes, plus les préadolescents que les adolescents, plus les filles que les garçons. Au premier rang les lycées, au dernier les établissements techniques. Que ce soit le harcèlement direct ou le cyber-harcèlement, le mal infligé est également énorme. Malgré cela, l'école a peu fait jusqu'ici pour la formation des enseignants, des dirigeants et du personnel auxiliaire afin de savoir identifier le problème et de mettre en route des stratégies d'opposition.

Le MIUR (Ministère de l'Instruction, de l'Université, de la Recherche) a formulé et a envoyé à tous les établissements scolaires les « Orientations pour les actions de prévention et d'opposition au

harcèlement direct et au cyber-harcèlement », soulignant comme urgente et indispensable une formation qui donne les outils pour l'observation systématique et quotidienne des élèves, de l'école maternelle jusqu'aux lycées ; il a lancé le projet « *La méthodologie de la « peer education » pour l'opposition et la prévention du harcèlement* », confiant à l'UCIIM la formation des enseignants et du personnel non enseignant.

« Le projet PEER TAKE ACTION a pour but d'impliquer un vaste réseau national de *peer educators* des institutions scolaires secondaires, pour s'opposer aux faits de harcèlement et de cyber-harcèlement et les prévenir ; pour soutenir le succès de la formation à travers le modèle méthodologique de la *peer education* à travers le contact et la rencontre dans un groupe de pairs comme lieu d'identification sociale, espace pour la construction de l'identité individuelle, temps de la réflexion sur soi-même et de l'apprentissage des compétences sociales. Ce sont les élèves eux-mêmes qui sont les véritables agents du changement. C'est parmi eux qu'il faut découvrir les *peer educators*, les élèves à qui on reconnaît potentiellement des aptitudes spécifiques, des facilités et des compétences particulières d'un *opinion leader* : équilibre, motivation, bonne capacité de communication, disponibilité à l'écoute et à l'accueil, tolérance à la frustration, capacité de négociation, conduites *proactives* incontestées ».

Pour atteindre les objectifs du projet, il faut créer un climat scolaire fondé sur la participation solidaire, fournir un soutien au succès de la formation, acquérir les *Life Skills* comme fondement pour le *welfare* de l'étudiant. Sa réalisation produira l'amélioration du climat de la classe et des capacités de communication, la diminution des épisodes d'abus de pouvoir ; l'amélioration des résultats de l'apprentissage et la réduction des cas d'échec et d'abandon scolaire ; l'accroissement du niveau de connaissance des phénomènes de harcèlement et de cyber-harcèlement et la réduction des conduites agressives dans le milieu réel et virtuel.

Notre association est prête au défi, sûre que le combat sera gagnant si nous savons sceller une alliance éducative avec les parents : un véritable pacte éducatif.

Rosalba CANDELA
Présidente Nationale de l' UCIIM

SLOVÉNIE - DKPS

La miséricorde

La miséricorde est un mot que les psychologues, pédagogues, journalistes et autres spécialistes n'utilisent pas. Le rapport à ce mot est négatif. [...] Des étudiants m'ont assuré que des professeurs universitaires n'utilisent pas le mot miséricorde comme un mot de leur langue professionnelle. Nous avons remplacé le mot miséricorde par le mot compassion. Le pape François, lui, utilise tout le temps le mot miséricorde. Il sait que ce mot est mal considéré par nos contemporains et c'est la raison pour laquelle il veut restaurer sa signification première. Que signifie ce mot pour nous professionnels de l'éducation ?



Logo du père Rupnik

Nous connaissons la parabole du bon Samaritain. Quand le prêtre et un lévite passent près d'un homme blessé, ils voient son besoin, mais ne l'aident pas. Quand l'étranger, lui, passe, il le remarque et l'aide. Le Samaritain exerce la miséricorde envers l'homme blessé [...]. La compassion manifeste le niveau émotionnel entre

l'homme qui est dans le besoin et celui qui le remarque ; elle ne représente qu'un élément de la miséricorde. La miséricorde comprend le processus total : perception d'un problème, compassion pour l'homme dans le besoin, décision de l'aide et action.

Celui qui peut aider son prochain est quelqu'un qui a quelque chose à donner que l'autre n'a pas. La miséricorde répond au partage disproportionné de la richesse, de la connaissance, des compétences et aptitudes, des positions de pouvoir, des perceptions. La parabole du riche et du pauvre Lazare de l'évangile de Luc est le prototype de la réalité sociale. Le riche éprouve sa situation comme un droit acquis et sous-estime les autres. Il est incapable de renoncer aux miettes qui tombent de la table pour les donner au pauvre Lazare qui n'a rien et compte sur ceux qui ont. L'homme sans miséricorde se caractérise par la dureté du cœur. Le geste de miséricorde peut être dominateur et par conséquent humiliant. Nous ne voulons pas d'une telle miséricorde. Il est donc important que celui qui a, sache que tout qu'il a, est un don reçu pas seulement pour lui, mais aussi pour ceux qui ne l'ont pas ; ce qui le met au même niveau que celui qu'il aide.

Les étudiants m'ont alerté aussi sur la nécessité de faire la distinction entre la miséricorde et la connivence. Parfois l'enseignant se penche vers l'étudiant avec miséricorde et laisse passer les exigences à cause de circonstances raisonnables. Une autre fois le même geste est une connivence qui nuit au développement personnel et intellectuel de l'étudiant. Il en est de même pour les parents. [...] L'encouragement et une ferme exigence comptent dans de telles situations.

Le mot miséricorde est extrêmement important dans notre monde pour les parents, enseignants, psychologues et thérapeutes, médecins et avocats, économistes et hommes d'affaire, banquiers et administrateurs, chefs cuisiniers et serveurs. La miséricorde signifie le travail concret, l'action, le service et surtout la gratuité. Nous exerçons la miséricorde par liberté et non par obligation. Avec le pape François nous pouvons dire que nous sommes miséricordieux envers les autres si nous-mêmes, nous apprécions la valeur de la miséricorde, dans la mesure où nous sommes conscients d'en avoir souvent bénéficié dans notre vie

Silvo SINKOVEC

CHEZ NOS INVITÉS

ESPAGNE

Le quatre centième anniversaire de la mort de Cervantes



Un des Don Quichotte de Picasso

Cette année, on célèbre le quatre centième anniversaire de la mort de Cervantès. En son honneur et afin de souligner que le Génie des Lettres Espagnoles demeure plus que jamais vivant, on célèbre dans toute l'Espagne et les pays de langue espagnole de nombreuses activités en relation avec sa pensée et son œuvre, en particulier le Quijote (Don Quichotte) qu'il avait achevé d'écrire peu de jours avant sa mort.

Des congrès, des débats, des conférences, des pièces de théâtre, des concerts, des ballets, des expositions, des lectures du Quijote, etc.. ont lieu dans des établissements d'enseignement, dans des centres sociaux, culturels, religieux, manifestations qui invitent tous et particulièrement les éducateurs, les politiques, les jeunes à prendre Don Quichotte comme un modèle humain extraordinaire.

Dans cette œuvre, à travers un hidalgo follement imaginaire et un rustre villageois, Cervantès dit tout ce qu'il veut en toute liberté, sans avoir peur de rien ni de personne.

Cervantès, qui connaît la grandeur de l'âme humaine, nous montre sa compréhension des hommes et sa bonté au moment de les juger. Il critique avec beaucoup d'humour une société sans guide, pleine de contradictions, et propose un gouvernement honnête, responsable. Les conseils que Don Quichotte donne à Sancho pour le gouvernement de l'île Barataria, sont tous valables aujourd'hui afin que nos gouvernants les mettent en application dans la vie réelle.

Don Quichotte lutte pour la justice, il est en avance sur le code pénal et ose parler de miséricorde et de compassion. Il va chercher des solutions pour tout ce qui marche mal, dans n'importe quel endroit. Il enfreint les pouvoirs, les lois, les usages établis, au nom de ce qui est pour lui une éthique supérieure.

La modernité de Don Quichotte se trouve dans son esprit rebelle, justicier, qui le mène à assumer comme responsabilité personnelle le fait de changer le monde en mieux.

Cervantès écrivait pour les lecteurs de son époque, leur donnant une leçon d'authentiques valeurs de la vie humaine : la di-

gnité de la personne, l'honnêteté, le courage, la liberté, la justice, l'amour, l'éthique et la morale de l'existence humaine. Leçons très adaptées à notre époque.

Don Quichotte est lui-même un hymne à la liberté, liberté qu'il place même avant la justice :

« La liberté, Sancho, est un des plus précieux dons que les cieux ont fait aux hommes ; ni les trésors que renferment la terre et la mer ne peuvent se comparer à elle. Pour la liberté ainsi que pour l'honneur on peut et on doit risquer sa vie, au contraire la captivité est le pire mal qui peut arriver aux hommes. »

« Celui qui est pauvre et dépend de dons ou de la charité pour survivre n'est jamais entièrement libre. »

Antonia QUEVEDO

SUÈDE

Garderie/crèche, assistant/e maternelle/paternel ou garde à la maison par les parents?

Dès les années 60, le gouvernement suédois a fait de grands efforts pour que les femmes retournent au travail et que les familles placent leurs enfants dans des garderies. Cette réforme a eu lieu selon un modèle de société dans lequel on n'estime pas beaucoup la famille. La prise en charge publique est fortement subventionnée, donnant peu ou nul espace pour des alternatives. Le coût d'un enfant dans une garderie publique a été évalué à 15000 couronnes suédoises (environ 1600 euro) par mois ; seulement une très petite partie est payée par les parents eux-mêmes. L'effet des subventions combiné à un système de taxes qui rend pratique-

ment impossible pour une famille de vivre sur un seul revenu, ont réduit à un minimum le pourcentage des mères (et pères) qui restent chez eux.

Pendant quelques années nous avons reçu des rapports fréquents sur des problèmes dans des garderies, liés en général à une insuffisance de personnel. Les groupes d'enfants sont beaucoup trop chargés, ce qui cause de la tension parmi eux. Il y a eu des rapports sur des accidents graves. Certes une majorité des garderies fonctionnent bien, mais les rapports sur des accidents et d'autres problèmes sont trop nombreux pour n'être pas pris au sérieux.

Durant beaucoup d'années la possibilité d'une prise en charge par des assistantes maternelles dans une maison privée a été un moyen terme entre la garde chez soi et l'institution. Dans ce système les parents sont libres de rejoindre le marché du travail, tandis que leur enfant est pris en charge dans un milieu plus restreint, plus sûr et plus ressemblant à la maison. Malheureusement, cette alternative est en train de disparaître. Les municipalités font l'expérience des difficultés à recruter de nouvelles assistantes maternelles, d'autre part la demande des parents semble diminuer. Un des facteurs qui y contribuent pourrait être l'attitude des autorités vis-à-vis de ce type de prise en charge de la garde des enfants ; avec à la base la même attitude de condescendance qu'envers les parents qui restent chez eux. On signale souvent un manque de compétence pédagogique et de diplômes.

Parents et enseignants chrétiens en Suède espèrent que des solutions futures comporteront un milieu sûr et plein de tendresse pour tous les enfants. Des hommes politiques chrétiens proposent que toutes les formes de garde des enfants soient subventionnées d'une manière similaire, afin que chaque famille puisse choisir ce qu'elle considère être le mieux pour ses enfants : garderie, assistante maternelle ou garde à la maison avec la mère ou le père.

Ulla Carin DAHL-ROLFÖ,
Annette WESTÖÖ, Magdalena JOHNSEN

Note de la Rédaction

Le SIESC-Actuel publie des articles de deux types :

1/Sous la responsabilité du Conseil du SIESC, il informe sur la vie du SIESC et sur la vie internationale.

2/Sous la responsabilité de leurs auteurs, il publie des informations venant des associations membres et associées ainsi que d'invités pour leur permettre de mettre en dialogue les positions qui leur sont propres et de porter les lecteurs à réfléchir sur ces positions qui peuvent ne pas être partagées par tous.

MERCI A NOS TRADUCTEURS